

22.09.2012 - 14:55 Uhr

Négociations de la convention collective de travail de l'industrie MEM / Améliorer les instruments actuels au lieu de mettre vainement en place une politique industrielle

Zürich (ots) -

Une politique industrielle n'a pas sa place dans la CCT pour Employés Suisse. Cette revendication conduit les négociations dans la mauvaise direction et les compromet.

« Des mesures étatiques de politiques industrielles sont en règle générale sans succès » conclut, sans équivoque, Prof. Dr. George Sheldon dans une expertise réalisée à la demande d'Employés Suisse (cf. Annexe, seulement disponible en allemand). Unia souhaite justement, grâce à un fonds industriel, mettre en place une telle politique industrielle étatique. Celle-ci devrait être inscrite dans la nouvelle CCT de l'industrie MEM. Pour Employés Suisse, cela n'est pas la bonne voie.

Les places de travail ne cessent de diminuer dans l'industrie. Lutter contre cette situation est vain, écrit le Professeur Sheldon. Il ajoute : « Une ré-industrialisation de la Suisse n'aura pas lieu. L'analyse de la situation du marché suisse faite par Unia n'est pas pertinente. Par conséquent, les mesures préconisées ne sont pas prometteuses ». George Sheldon conclut que les branches puissantes de l'industrie, comme l'industrie des machines, pourraient cependant prospérer à nouveau. La délocalisation de places de travail à l'étranger ne signifie pas que la valeur ajoutée de l'industrie en souffre. Par exemple, l'économiste fait référence à l'entreprise suisse Logitech, dont les produits sont fabriqués avant tout à l'étranger, mais dont les bénéfices sont réalisés en Suisse.

Renforcer la CTI

Grâce à la commission pour la technologie et l'innovation (CTI), un instrument efficace existe pour promouvoir des projets de recherche industriels. Cet instrument remplit déjà en grande partie l'objectif d'un fonds industriel. En 2011, un nombre important de demandes de financement a été fait à la CTI. Des centaines d'entre elles n'ont pas pu être traitées. Employés Suisse demande que les moyens de la CTI soient augmentés à 100 millions de francs, afin qu'il soit possible de mettre en oeuvre plus de projets innovants et ainsi créer des places de travail.

Au lieu d'introduire une politique industrielle, de tels instruments doivent être renforcés. Une politique industrielle de quelque manière que ce soit n'a pas sa place dans la convention de l'industrie des machines. En premier lieu, la convention règle les conditions de travail dans la branche.

Ne pas compromettre la CCT

Des revendications irréalistes, comme celle d'inscrire une politique industrielle dans la CCT, mettent en danger des revendications raisonnables, devant amener de réelles et tangibles améliorations aux employés. Elles conduisent les négociations dans la mauvaise direction et elles compromettent à terme la conclusion de la convention. Les employés en seraient désavantagés.

Employés Suisse est un centre de prestations et de compétences pour les employés. Plus de 23'000 employés sont membres d'Employés Suisse

Pour plus d'informations sur Employés Suisse : www.employes.ch

Contact:

Hansjörg Schmid, communication Employés Suisse, Natel 076 443 40 40

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100006251/100725279> abgerufen werden.